

Résolution présentée par la délégation d'Amnesty International

Amnesty International

Thème Droits politiques et sociaux
Concerne Violations des droits des femmes en Afghanistan

L'assemblée Générale,

- Rappelant la gouvernance du pouvoir taliban entre les années 1996 et 2001; la conséquente violation explicite des droits des femmes, notamment, les droits à l'éducation et à la liberté d'expression; ainsi que l'explicite atteinte aux principes contre la discrimination.
- Consciente de l'expresse volonté du gouvernement actuel de ne pas répéter les praxis du passé, concernant les droit politiques des femmes, en déclarant leur tutelle du rôle des femme dans le gouvernement.
- Craignant néanmoins, en conformité aux expériences passées, le non-respect des traités, des documents concernant l'établissement des droits, et des promesses que le gouvernement Taliban a fait à la communauté internationale; en outre à une hausse du taux d'analphabétisme, des violence domestiques, et à l'interdiction au travail, lié à une éventuelle perte d'emploi au sein de la population féminine, en contraste avec la politique du gouvernement précédent.
- Constatant que les données sont effrayantes; notamment celles qui concernent le taux d'analphabétisme: selon l'UNESCO, seulement 24.4% des femmes sont alphabétisées, et selon les donnés du PNUD le pourcentage est 29.06% partagé entre hommes et femmes.
- Résolvant afin de combattre et diminuer les inégalités entre les sexes et les peuples, de restaurer un taux d'emplois équitable, de redonner des possibilités à la population afghane et d'encourager le support humanitaire et le soutien à l'effort pour l'aide internationale dans la région;
- Décide
- d'intervenir en renfort au processus d'accueil au réfugiés provenant de l'Afghanistan, concrètement en fournissant ressources et aide matérielle à la population en fuite du pays, ainsi qu'en accueillant tout réfugié d'Afghanistan ou toute personne voulant sortir du pays;
 - d'engager l' OHCHR afin d' assurer que le gouvernement taliban respecte ces propos;
 - d'isoler économiquement le pays et ses alliés économiques et politiques afin de forcer le gouvernement taliban de respecter les droits de tout le peuple afghan et de donner équitables opportunités à toute la population afghane.

Le texte français fait foi